

**REPONSE DU CONSEIL D'ETAT**  
**à l'interpellation Cédric Weissert et consorts – Accueil collectif préscolaire –**  
**Où en est-on ? (24\_INT\_134)**

**Rappel de l'intervention parlementaire**

*Régulièrement nous entendons que des places manquent dans le cadre de l'accueil préscolaire. La collaboration entre entités publiques et privées diffèrent selon les cantons, certains voyant la collaboration d'un bon œil en encourageant la création de structures privées venant compléter l'offre publique tout en limitant les coûts pour les finances cantonales. D'autres étant plus "frileux" et voient potentiellement une concurrence qui n'a pas lieu d'être.*

*Ces structures complètent l'offre actuelle et cumulées entre elles sont également pourvoyeur d'emplois dans notre canton.*

*La situation et collaboration actuelle semble se tendre et plusieurs structures se posent la question de leur avenir sur le territoire vaudois.*

*A ce titre et pour connaître quelques données clés pour notre canton, j'ai l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'Etat :*

- 1. Au cours des trois dernières années, combien de places d'accueil par district ont été créées dans notre canton ?*
- 2. En lien avec la première question, dans quelles catégories ont-elles été créées (publique, semi-publique, privé) ?*
- 3. Combien, à ce jour, manque-t-il de place d'accueil par district ?*
- 4. Quelle est le nombre d'ETP manquants actuellement pour couvrir les besoins actuels ?*
- 5. S'il y a un manque de personnel, quelles sont les pistes envisagées par le Conseil d'Etat pour les couvrir ?*

## Réponse du Conseil d'Etat

### Préambule

L'interpellation soulève le problème du manque de places d'accueil préscolaire à la journée et aborde la question de la complémentarité entre institutions publiques et institutions privées pour répondre aux besoins des parents.

Le dispositif d'accueil de jour des enfants dans le Canton de Vaud repose sur les bases légales suivantes :

- la Constitution cantonale, qui prévoit que « *En collaboration avec les partenaires privés, l'État et les communes organisent un accueil préscolaire et parascolaire des enfants* » (art. 63, al 2 Cst-VD) et que « *En collaboration avec l'État et les partenaires privés, les communes organisent un accueil parascolaire surveillé, facultatif pour les familles, sous forme d'école à journée continue dans les locaux scolaires ou à proximité, pendant toute la durée de la scolarité obligatoire. L'accueil peut être confié à des organismes privés.* » (art. 63a, al. 1 et 2 Cst-VD).
- la loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE), entrée en vigueur en 2006 en réponse à la motion Cohen-Dumani, dont les aspects novateurs à l'époque ont été d'une part la création d'une Fondation de droit public, la FAJE, assurant le subventionnement des institutions d'accueil de jour, et la mise en place d'un financement multipartite de la FAJE par les employeurs du canton, l'Etat et les communes. La LAJE prévoit que le dispositif d'accueil de jour des enfants est organisé en réseaux, constitués d'une ou plusieurs communes, dans le but de mutualiser l'offre l'accueil.

La Constitution et la LAJE instaurent une collaboration entre le secteur public et les acteurs privés. La forme juridique ou le type de gouvernance d'une institution ne sont ainsi pas déterminants pour pouvoir toucher une subvention. Les conditions sont fixées à l'article 50 LAJE : les structures à but non lucratif membres d'un réseau peuvent bénéficier des subventions versées par l'intermédiaire de la FAJE. La première condition à remplir définie par le législateur pour qu'une institution puisse bénéficier d'une subvention est d'être à but non lucratif. La seconde condition est d'adhérer à un réseau d'accueil de jour des enfants reconnu par la FAJE.

On peut ainsi distinguer les catégories suivantes d'institutions d'accueil préscolaire :

- les institutions exploitées par des organismes publics et privés qui font partie d'un réseau ;
- les institutions exploitées par des organismes privés qui ne font pas partie d'un réseau.

Depuis l'entrée en vigueur de la LAJE, l'offre d'accueil à disposition des parents a connu une croissance très importante ; ainsi, en accueil préscolaire, entre 2010 (première enquête annuelle conduite par Statistique Vaud) et 2023, la croissance de l'offre est de plus de 80%. A relever que cette croissance a été encore bien plus importante concernant l'accueil parascolaire. Malgré cette forte croissance, trouver une place en accueil préscolaire reste une difficulté pour certains parents, d'une part parce que tous les besoins ne sont pas encore couverts par l'offre à disposition, et également sous l'effet de l'augmentation des besoins des familles, liée d'une part à la croissance démographique, et d'autre part à l'augmentation continue des taux d'activité des parents, et plus spécifiquement des mères.

Les parents qui ne trouvent pas de place d'accueil dans une institution subventionnée peuvent recourir à des institutions qui n'en bénéficient pas. Il est par conséquent plus aisé pour de telles institutions de développer et de maintenir une activité dans les régions où l'offre subventionnée est trop faible par rapport aux besoins des parents. Plus l'offre subventionnée se rapproche du taux de couverture des besoins, plus il est difficile pour les structures non subventionnées de parvenir à attirer de nouveaux clients et d'empêcher leur départ vers des structures subventionnées, qui ont l'obligation de pratiquer des tarifs en fonction du revenu des parents, ce qui est financièrement avantageux pour une très grande majorité des familles. L'inflation observée augmente la pression sur les structures non subventionnées, surtout dans les régions où l'offre subventionnée a augmenté de manière significative et s'approche de la couverture du besoin.

Le Conseil d'Etat considère que le système de financement des institutions instauré par la LAJE donne satisfaction ; il a permis et permet encore le développement des places en accueil préscolaire et parascolaire. Subventionner les institutions qui sont membres d'un réseau permet de disposer d'un important outil de pilotage de la politique publique de l'accueil de jour, dont l'importance n'a plus à être démontrée. Le développement se fait dans le cadre d'un partenariat entre le secteur public et le secteur

privé, tant du point de vue du financement que des acteurs et institutions qui organisent concrètement l'accueil des enfants en âge préscolaire. Comme le montrent les chiffres donnés dans les réponses aux questions ci-dessous, presque 50% des institutions d'accueil préscolaire qui bénéficient de subventions sont exploitées par des organismes privés. Les exploitant-e-s d'institutions privées qui souhaitent bénéficier de subventions peuvent en tout temps approcher les réseaux de leur lieu d'implantation et négocier une adhésion au réseau, à la condition de renoncer, le cas échéant, à un but lucratif. Plusieurs institutions hors réseau poursuivent d'ailleurs des réflexions actuellement dans ce sens.

**1. Au cours des trois dernières années, combien de places d'accueil par district ont été créées dans notre canton ?**

Le tableau ci-après illustre l'évolution du nombre de places à plein temps en accueil préscolaire, subventionnées et non-subventionnées, de 2010 à 2023, dans tout le canton :

**Évolution du nombre de places d'accueil à plein temps en préscolaire, subventionnées et non-subventionnées\***

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Croissance 2010-2023
<b>Places subventionnées</b>	4'775	5'246	5'627	5'931	6'514	6'838	7'261	7'594		8'117	8'307	8'619	8'876	9'298	94.7%
<b>Places non-subventionnées</b>	1'704	1'778	1'922	2'232	2'112	2'215	2'221	2'307		2'426	2'335	2'585	2'458	2'476	45.3%
<b>Total</b>	<b>6'479</b>	<b>7'023</b>	<b>7'549</b>	<b>8'162</b>	<b>8'626</b>	<b>9'054</b>	<b>9'483</b>	<b>9'902</b>		<b>10'543</b>	<b>10'641</b>	<b>11'204</b>	<b>11'334</b>	<b>11'774</b>	<b>81.7%</b>

Source : Statistique Vaud, enquête annuelle de l'accueil de jour, 2023.

Au cours des trois dernières années, soit de 2020 à 2023, 1'231 places d'accueil à plein temps en préscolaire ont été créées : 991 places subventionnées par la FAJE via un réseau (80.5%) et 240 places non-subventionnées (19.5%).

Le dispositif de l'accueil de jour des enfants vaudois n'est pas organisé par districts, mais en réseaux, composés de communes. Les réseaux d'accueil de jour sont au nombre de 33. L'annexe 1 présente l'évolution du nombre de places d'accueil à plein temps en accueil préscolaire, subventionnées et non-subventionnées, par réseau, de 2020 à 2023.

**2. En lien avec la première question, dans quelles catégories ont-elles été créées (publique, semi-publique, privé) ?**

Le tableau ci-dessous présente la répartition des institutions d'accueil de jour et des places autorisées en accueil préscolaire, selon la forme juridique et l'affiliation à un réseau. La catégorie des institutions subventionnées englobe les places offertes par des institutions exploitées par des organismes publics (communales ou cantonales, 14.3% du total d'institutions préscolaires) et par des institutions exploitées par des organismes privés (52.7% des institutions préscolaires), qui touchent une subvention versée par la FAJE. La catégorie des institutions non subventionnées, car non affiliées à un réseau, est constituée principalement d'institutions privées, comme le montre le tableau ci-dessous. Ainsi, 26.9% des places autorisées sont proposées par des institutions exploitées par des organismes privés, non affiliées à un réseau et donc non subventionnées par la FAJE.

**Répartition des institutions d'accueil collectif de jour préscolaire et mixte\* des enfants à la journée autorisées par le SCAJE, selon le type de gestion (publique ou privée) et selon le subventionnement par la FAJE**

Type de gestion	Institutions non subventionnées (hors réseau)		Institutions subventionnées (dans un réseau)		Total d'institutions	
	Nb	%	Nb	%	Total	% Total
<b>Publique</b>	<b>1</b>	<b>0.2%</b>	<b>104</b>	<b>22.0%</b>	<b>105</b>	<b>22.2%</b>
Association de communes		0.0%	38	8.1%	38	8.1%
Canton		0.0%	2	0.4%	2	0.4%
Commune	1	0.2%	64	13.6%	65	13.8%
<b>Privée</b>	<b>140</b>	<b>29.7%</b>	<b>227</b>	<b>48.1%</b>	<b>367</b>	<b>77.8%</b>
Association	34	7.2%	139	29.4%	173	36.7%
Fondation	6	1.3%	79	16.7%	85	18.0%
Raison individuelle	36	7.6%	5	1.1%	41	8.7%
SA	23	4.9%		0.0%	23	4.9%
Sàrl	41	8.7%	4	0.8%	45	9.5%
<b>Total général</b>	<b>141</b>	<b>29.9%</b>	<b>331</b>	<b>70.1%</b>	<b>472</b>	<b>100.0%</b>

Source : base de données SCAJE (autorisations d'exploiter), état au 04.11.2024.

\* Les institutions mixtes (113 au total) offrent des places en accueil de jour préscolaire et parascolaire.

### **3. Combien, à ce jour, manque-t-il de place d'accueil par district ?**

Un rapport mandaté par la FAJE en 2023<sup>1</sup>, établi à partir de données statistiques de 2021, réalise le calcul, par réseau, du taux de couverture institutionnel théorique permettant de couvrir les besoins de conciliation entre la vie privée et la vie professionnelle des familles vaudoises. Sur la base des chiffres 2021, ce taux de couverture, en moyenne cantonale, est évalué à 40%. Cela signifie que, pour répondre aux besoins de conciliation entre vie professionnelle et familiale des parents, il est nécessaire de disposer de 40 places pour 100 enfants dans la tranche d'âge concernée. Le besoin est estimé à partir du seul taux d'activité actuel des parents, donc sans prendre en compte le taux d'activité idéal ou souhaité, ou d'autres formes de besoins des familles, comme la socialisation. Le besoin de conciliation est variable selon les réseaux ; il est par exemple plus élevé dans les agglomérations, où le modèle familial avec un parent au foyer est de plus en plus rare.

À partir de ce taux de couverture institutionnel théorique estimé, il a été possible de calculer le nombre de places manquantes dans chaque réseau pour couvrir le besoin en conciliation (annexe 2). Il existe une grande variabilité entre les réseaux, certains étant très éloignés de la couverture des besoins de conciliation, d'autres l'ayant atteinte. Selon l'étude, au total 1'284 places à plein temps en accueil préscolaire manquaient en 2021.

### **4. Quelle est le nombre d'ETP manquants actuellement pour couvrir les besoins actuels ?**

L'importante croissance de places d'accueil, d'année en année, met bien entendu une pression sur le recrutement de personnel puisque depuis 2012, l'offre d'accueil de jour a globalement doublé. Depuis 2022, certains réseaux et institutions évoquent des difficultés pour recruter du personnel formé au niveau tertiaire (ES ou HES) ; aucune institution n'a cependant, à ce jour, dû réduire sa capacité d'accueil ou fermer ses portes en raison d'un manque de personnel. Il faut relever par ailleurs que la pression sur le recrutement n'empêche pas la croissance de l'offre, et que cette croissance se fait en conformité avec les règles d'encadrement. Ainsi le SCAJE a pu octroyer de nouvelles autorisations d'exploiter pour l'ouverture d'institutions portant sur plus de 2'000 places autorisées supplémentaires en accueil pré et parascolaire durant l'année 2023.

Le personnel engagé par les institutions pour l'encadrement des enfants en accueil préscolaire sont principalement des éducatrices et éducateurs ES ou HES, ainsi que des assistantes et assistants socio-éducatifs titulaires d'un CFC (ASE). De nombreuses autres formations sont reconnues comme équivalentes. Les institutions peuvent également compter dans l'encadrement jusqu'à 20% de personnel sans formation professionnelle dans le domaine de l'enfance.

<sup>1</sup> MICROGIS (2023). *Diagnostic et prospective en matière de places d'accueil de jour des enfants dans le Canton de Vaud*. FAJE.

Pour assurer l'ouverture de 100 places d'accueil préscolaire, on peut estimer la dotation nécessaire à environ 10 à 11 ETP au niveau ES, direction pédagogique comprise, et 9 ETP au niveau CFC.

Il convient enfin de spécifier que, quand bien même le personnel formé était disponible pour assurer aujourd'hui la pleine couverture du besoin, la capacité des exploitant-e-s d'institutions de créer des nouvelles places, qu'ils soient privés ou publics, n'est pas illimitée, tant du point de vue de la charge de travail que cela représente que des possibilités de trouver des locaux et surfaces adéquates.

##### **5. S'il y a un manque de personnel, quelles sont les pistes envisagées par le Conseil d'Etat pour les couvrir ?**

A son article 25, la LAJE indique que le Département en charge de la formation professionnelle assure l'existence des formations permettant de remplir les exigences fixées par la loi. Les besoins en personnel formé font l'objet d'une attention constante tant du Département de l'enseignement et de la formation professionnelle (DEF) que du DCIRH, en charge de l'accueil de jour des enfants.

L'Ecole supérieure en éducation de l'enfance (Esede) a régulièrement augmenté sa capacité de formation des éducateurs et éducatrices de l'enfance. Ainsi, à la rentrée scolaire 2024, 6 classes de 1<sup>ère</sup> année ont ouvert à l'Esede. Depuis 2021, environ 120 diplômé-e-s par année sortent de cette école. Par ailleurs, l'ensemble des titulaires d'un bachelor en Travail social sont reconnus au même titre pour assurer l'encadrement des enfants.

Pour la formation des assistantes et assistants socio-éducatifs (CFC ASE), on compte 19 classes de 1<sup>ère</sup> année au Centre professionnel du nord vaudois (CPNV) et 3 classes de 1<sup>ère</sup> année à l'Ecole professionnelle du Chablais, Aigle (EPCA). L'ouverture de classes supplémentaires à l'EPCA a été nécessaire pour répondre à l'augmentation du nombre de contrats d'apprentissage. Chaque année, plus de 450 personnes obtiennent un diplôme CFC d'ASE, dont plus de 240 en orientation Enfance. Il faut enfin préciser que tous les titulaires d'un CFC ASE peuvent travailler dans le dispositif d'accueil de jour.

En 2023, l'Ortra Santé-Social Vaud a publié les résultats d'une recherche sur le devenir des ASE<sup>2</sup>. Celle-ci met en exergue que le nombre d'assistantes et assistants socio-éducatifs formés par les écoles professionnelles vaudoises semble correspondre au besoin. Ce n'est d'ailleurs pas dans cette population que les institutions éprouvent des difficultés à recruter du personnel. L'étude sur le devenir des ASE relève que le niveau des salaires pousse un certain nombre d'ASE à continuer leur formation au niveau ES ou HES, voire à quitter le domaine du travail social, sachant que d'autres facteurs interviennent aussi dans ces décisions. Un grief exprimé par bon nombre d'ASE est le manque de reconnaissance perçu par rapport à celle dont bénéficient les éducateurs et éducatrices ayant des formations tertiaires. Ainsi, le souhait de bon nombre d'ASE de se former à un niveau supérieur permet d'alimenter le corps professionnel des éducateurs et éducatrices de l'enfance de niveau ES. Cette possibilité de formation supérieure du système de formation est jugée comme le plus positif et un nombre significatif d'ASE entrent en formation CFC avec l'objectif de se former à un niveau supérieur ensuite. L'étude sur le devenir des ASE recommande, même si suffisamment de professionnels sont formés, de prendre soin de la reconnaissance et de l'attractivité du métier.

Afin d'encourager les titulaires d'un CFC ASE à monter en compétences au niveau ES, et ainsi appuyer les institutions dans leur recherche de personnel tertiaire, la FAJE a décidé d'un nouveau subventionnement ciblé, dès 2024, permettant d'agir sur la perte de gain des personnes concernées. En effet, une personne titulaire d'un CFC ASE, active dans une institution, et qui souhaite se former en cours d'emploi à l'Esede doit libérer 2 jours par semaines pour sa formation, ce qui impacte son salaire. La subvention de la FAJE permet de combler le manque à gagner, pour autant que l'employeur y contribue également.

La formation des éducateurs et éducatrices de l'enfance ES pose d'autres questions. En effet, il faut relever que des places de formation sont restées vacantes à l'Esede, tant lors de la rentrée scolaire 2023 - pour la première fois - que lors de la rentrée 2024. Les constats des années précédentes étaient plutôt ceux d'une liste d'attente pour pouvoir entrer en formation. Cela questionne dès lors l'attractivité

---

<sup>2</sup> Crettaz, E. et al. (2021), *Rapport final de l'étude sur le devenir des assistant-e-s socio-éducatif-ve-s dans le canton de Vaud. Mandat réalisé pour l'OrTra Santé-Social du Canton de Vaud.*

du métier et des conditions de travail, qui est de la compétence des exploitant-e-s des institutions. Une étude sur les parcours professionnels des éducateurs et éducatrices de l'enfance, similaire à celle qui a porté sur le devenir des ASE, est en préparation et permettra au Conseil d'Etat d'avoir une vision globale des enjeux autour des métiers de l'éducation de l'enfance.

Globalement, dans l'exercice de sa mission d'autorisation et de surveillance, le SCAJE observe que les institutions d'accueil de jour qui sont affiliées à un réseau, qu'elles soient exploitées par des organismes publics ou privés, parviennent mieux à faire face aux enjeux de recrutement et à répondre aux besoins de valorisation des métiers et de reconnaissance des fonctions.

Au regard de ces éléments, le Conseil d'Etat considère qu'il dispose des outils nécessaires pour accompagner et soutenir la poursuite du développement du nombre de places d'accueil de jour des enfants dans le canton.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 15 janvier 2025.

La présidente :

*C. Luisier Brodard*

Le chancelier :

*M. Staffoni*

## ANNEXES

### Annexe 1 - Évolution du nombre de places d'accueil à plein temps en préscolaire, subventionnées et non-subventionnées, par la région du réseau<sup>3</sup>

AJEMA														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	178	214	265	268	304	392	406	415		416	425	438	437	499
Non	141	153	142	267	331	381	387	435		455	490	482	391	392
<b>Total</b>	<b>319</b>	<b>366</b>	<b>406</b>	<b>536</b>	<b>635</b>	<b>773</b>	<b>793</b>	<b>850</b>		<b>871</b>	<b>915</b>	<b>920</b>	<b>829</b>	<b>891</b>

AJENOL														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	86	81	83	82	108	108	141	154		202	201	202	203	202
Non	39	56	50	56	52	50	18	20		10	11	11	11	11
<b>Total</b>	<b>125</b>	<b>137</b>	<b>133</b>	<b>138</b>	<b>160</b>	<b>158</b>	<b>159</b>	<b>173</b>		<b>212</b>	<b>212</b>	<b>213</b>	<b>214</b>	<b>213</b>

AJERCO														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	88	88	110	132	142	142	142	164		164	208	230	230	252
Non	15	14	22	27	34	32	41	56		66	38	38	36	38
<b>Total</b>	<b>103</b>	<b>102</b>	<b>132</b>	<b>159</b>	<b>176</b>	<b>174</b>	<b>183</b>	<b>220</b>		<b>230</b>	<b>246</b>	<b>268</b>	<b>266</b>	<b>290</b>

AJERE - Rolle et environs														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	82	132	144	154	144	154	154	154		154	154	154	154	154
Non	104	132	112	110	101	90	120	104		54	76	76	75	78
<b>Total</b>	<b>186</b>	<b>264</b>	<b>256</b>	<b>264</b>	<b>245</b>	<b>244</b>	<b>274</b>	<b>258</b>		<b>208</b>	<b>230</b>	<b>230</b>	<b>229</b>	<b>232</b>

AJESOL														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	135	139	184	183	201	202	198	206		207	197	245	246	245
Non	17	43	155	130	139	203	198	206		218	197	239	239	236
<b>Total</b>	<b>153</b>	<b>182</b>	<b>339</b>	<b>313</b>	<b>340</b>	<b>405</b>	<b>396</b>	<b>412</b>		<b>424</b>	<b>394</b>	<b>484</b>	<b>485</b>	<b>481</b>

AJOVAL														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	107	175	176	196	203	230	228	252		252	250	264	291	226
Non	13	14	12	10	12	15	14	15		16	13	23	25	35
<b>Total</b>	<b>120</b>	<b>189</b>	<b>188</b>	<b>206</b>	<b>215</b>	<b>245</b>	<b>242</b>	<b>267</b>		<b>268</b>	<b>263</b>	<b>287</b>	<b>316</b>	<b>261</b>

<sup>3</sup> Institutions TOR (à temps d'ouverture restreint) comprises. Il s'agit de l'accueil collectif de jour préscolaire à la demi-journée dans les jardins d'enfants et haltes-jeux.

APEJ														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	66	66	66	66	66	66	66	88		132	132	126	144	188
Non	52	51	86	146	141	155	144	140		132	129	146	131	105
Total	118	117	152	212	207	221	210	228		264	261	272	275	293

APERO														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	50	64	64	66	66	93	132	132		132	132	132	142	142
Non	8	16	7	9	24	14	16	25		22	23	22	20	22
Total	58	80	71	75	90	107	148	157		154	155	154	162	164

ARAJ Broye														
Subventionné oui / non	2'010	2'011	2'012	2'013	2'014	2'015	2'016	2'017	2'018	2'019	2'020	2'021	2'022	2'023
Oui	89	107	104	110	132	134	156	156		200	209	178	178	178
Non	15	15	11	13	14	15	13	12		17	10	15	15	25
Total	104	122	115	123	146	149	169	168		217	219	193	193	203

ARAJEL														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	81	94	94	94	94	109	116	133		133	132	132	132	144
Non	9	10	8	8	10	10	10	9		9	10	9	10	9
Total	90	104	102	102	104	119	126	142		142	141	141	142	153

ARPAJE – Pays d'Enhaut														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	9	10	11	9	9	15	16	20		15	15	15	15	15
Non	3	3	2	3	3	3	2	2		3	.	3	3	2
Total	11	12	13	12	12	18	18	22		18	15	18	18	17

ARPEJE														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	40	40	66
Non	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	3	.	3
Total	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	43	40	69

ASAICE														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	.	.	66
Non	.	.	.	.	.	.	.	.		.	3	3	2	2
Total	.	.	.	.	.	.	.	.		.	3	3	2	68

Asse & Boiron														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	46	46	42	44	44	44	64	66		66	68	68	62	65
Non	13	15	10	7	6	9	6	6		6	6	5	4	3
Total	59	61	53	51	50	53	71	72		72	74	73	65	68

Blonay - St-Légier														
--------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	23	22	36	39	39	56	78	78		117	124	127	129	131
Non	45	31	15	15	13	20	39	16		15	13	10	8	9
Total	68	53	51	54	52	76	117	94		132	137	137	137	140

BussiVillAje														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	44	44	44	44	44	44	78	88		105	115	159	195	222
Non	5	7	5	5	5	4	4	4		4	5	5	6	5
Total	49	51	49	49	49	48	82	92		109	120	164	200	227

Dame Tartine														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	27	44	44	44	54	49	56	56		66	66	52	52	52
Non	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	.	.	.
Total	27	44	44	44	54	49	56	56		66	66	52	52	52

EFAJE														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	134	134	158	181	191	201	202	241		299	328	365	384	384
Non	81	98	72	153	183	230	261	291		276	238	233	249	154
Total	215	232	230	334	374	431	463	532		575	566	598	634	538

Enfants Chablais														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	137	137	143	142	177	187	216	229		291	313	328	335	372
Non	31	32	34	33	38	39	30	29		26	34	57	58	59
Total	168	169	177	175	215	225	246	258		317	347	385	393	431

Epalinges														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	60	60	126	123	123	127	139	140		140	140	140	137	137
Non	.	.	.	.	.	.	.	.		.	34	44	41	44
Total	60	60	126	123	123	127	139	140		140	174	184	178	181

LAC														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	.	196	229
Non	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	.	12	21
Total	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	.	208	250

Nyon														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	232	265	250	298	382	358	394	409		476	462	478	513	523
Non	192	157	155	127	132	137	138	101		102	104	128	121	146
Total	424	422	405	425	514	495	532	510		578	566	606	634	669

PPBL														
------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	148	182	187	187	187	209	232	234		234	232	285	286	297
Non	139	145	158	167	145	145	150	171		286	281	306	287	286
Total	286	327	345	354	332	354	382	405		520	513	591	573	583

RAdeGE														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	37	44	44	66	86	81	81	88		88	88	88	87	83
Non	2	2	3	4	5	5	5	4		5	4	5	5	4
Total	39	46	47	70	91	86	86	92		93	92	93	92	87

RéAjY														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	197	204	230	225	224	229	230	231		232	228	242	237	237
Non	51	51	63	62	44	46	42	60		42	37	28	28	29
Total	248	255	293	287	268	275	271	291		274	265	269	265	266

REME														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	131	131	128	122	138	141	145	155		191	203	203	205	242
Non	57	42	47	47	48	60	66	76		73	71	94	85	90
Total	188	173	175	169	186	201	211	231		264	274	297	290	332

Renens - Crissier														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	147	164	165	166	196	208	211	208		218	235	233	269	284
Non	34	11	32	45	46	48	63	57		66	19	64	60	69
Total	181	175	197	211	242	256	274	265		284	254	297	329	353

Réseau des géants														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	22	22	22
Non	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	.	.	.
Total	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	22	22	22

Réseau VV														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	.	271	257
Non	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	.	4	3
Total	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	.	275	260

Réseau-L														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	1'926	2'004	2'082	2'210	2'382	2'413	2'531	2'617		2'728	2'774	2'778	2'844	2'785
Non	454	495	463	529	368	311	295	310		384	358	425	434	476
Total	2'380	2'499	2'545	2'739	2'750	2'724	2'826	2'928		3'112	3'132	3'202	3'278	3'261

REVE														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	368	409	419	442	442	486	482	491		462	462	460	.	.
Non	67	70	80	79	78	89	61	57		36	30	13	.	.
Total	435	478	498	520	520	575	542	548		498	492	473	.	.

Rymaje														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	14	22	22	18	37	44	44	44		44	44	44	44	66
Non	5	3	3	5	4	3	4	3		4	5	3	2	3
Total	19	25	25	23	41	47	48	47		48	49	47	46	69

Sainte-Croix														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	15	11	15	15	15	15	15	32		32	32	32	32	32
Non	.	.	.	.	.	.	.	.		.	.	.	.	.
Total	15	11	15	15	15	15	15	32		32	32	32	32	32

Toblerones / RAT														
Subventionné oui / non	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Oui	118	155	192	205	283	302	310	313		323	339	359	365	501
Non	67	62	132	145	132	99	90	91		97	93	95	88	92
Total	184	217	324	350	415	401	400	404		420	432	454	453	593

## Annexe 2 - Besoins modélisés en places institutionnelles d'accueil préscolaire au sein des réseaux du Canton de Vaud (2021)

Réseau	Places offertes à plein temps en accueil collectif préscolaire <sup>1</sup>	Places offertes à plein temps en accueil familial préscolaire <sup>1</sup>	Total de places offertes à plein temps en préscolaire	Places en préscolaire nécessaires <sup>2</sup>	Places manquantes	Différence en % des besoins
ASAICE <sup>3</sup>	3		3	146	143	97.9%
ARPEJE <sup>4</sup>	43	9	52	205	153	74.4%
ARAJ	193	56	249	549	300	54.6%
RYMAJE	47	8	55	91	36	39.6%
ASSE&BOIRON	73	43	116	182	66	36.1%
APERO	154	82	236	368	132	35.9%
RENENS-CRISSIER	297	41	338	505	167	33.1%
AJENOL	213	67	280	418	138	32.9%
REAJY	269	70	339	502	163	32.5%
ENFANTS CHABLAIS	385	102	487	688	201	29.2%
RADEGE	93	13	106	142	36	25.1%
BUSSIVILLAJE	164	26	190	248	58	23.3%
DAME TARTINE	52	0	52	67	15	21.9%
ARPAJE	18	11	29	36	7	20.4%
ARAJEL	141	17	158	197	39	20.0%
EFAJE	598	73	671	822	151	18.4%
REVE (VV+LAC)	473	105	578	675	97	14.3%
AJERCO	268	62	330	374	44	11.6%
APEJ	272	72	344	381	37	9.6%
AJEMA	920	148	1068	1170	102	8.7%
AJOVAL	287	32	319	342	23	6.8%
PPBL	591	34	625	663	38	5.7%
AJERE	230	77	307	324	17	5.4%
REME	297	27	324	337	13	3.8%
TOBLERONES	454	230	684	699	15	2.2%
BARGE (Géants)	22		22	22	0	0.0%
AJESOL	484	32	516	497	-19	-3.8%
EPALINGES	184	14	198	167	-31	-18.8%
BLONAY-ST-LEGIER	137	10	147	124	-23	-18.9%
NYON	606	89	695	569	-126	-22.1%
RESEAU-L	3202	138	3340	2645	-695	-26.3%
STE-CROIX	32	6	38	27	-11	-39.8%
<b>Total</b>	<b>11202</b>	<b>1696</b>	<b>12898</b>	<b>14182</b>	<b>1284</b>	<b>9.1%</b>

<sup>1</sup> Source : Statistique Vaud, Enquête annuelle sur l'accueil de jour des enfants, 2021.

<sup>2</sup> Nombre estimé de places à plein temps en préscolaire nécessaires pour couvrir le seul besoin de conciliation vie privée-vie professionnelle des familles. Ce besoin a été calculé sur la base de données démographiques disponibles en 2021. Source : FAJE, Diagnostic et prospective en matière de places d'accueil de jour des enfants dans le Canton de Vaud. 2023.

<sup>3</sup> ASAICE: nouveau réseau constitué en 2020. En 2023, ce réseau offre 68 places à plein temps en préscolaire.

<sup>4</sup> ARPEJE: nouveau réseau constitué en 2021. En 2023, ce réseau offre 69 places à plein temps en préscolaire.